

DROIT DE RÉSIDENCE RÉVOQUÉ

LE TRANSFERT FORCÉ
DES PALESTINIENS DE
JÉRUSALEM PAR ISRAËL

Depuis 1967, Israël a révoqué le statut de résident de plus de 14 500 Palestiniens de Jérusalem.

La révocation du droit de résidence conduit au transfert forcé, un crime de guerre d'après le statut de Rome de la Cour de justice internationale et une grave violation de la 4ème Convention de Genève.

Après l'occupation et l'annexion illégale de Jérusalem-Est en 1967, Israël a créé le statut de "résidents permanents" pour les Palestiniens de Jérusalem, **rendant la présence palestinienne dans la ville vulnérable aux buts politiques et démographiques d'Israël.**

Dès lors, Israël a créé et étendu en permanence les critères **facilitant la révocation du statut de résident des Palestiniens** pour parvenir, illégalement, à une majorité d'Israélien-juifs dans la ville.

Depuis 2006, Israël a accéléré les mesures punitives de révocations de résidence. La révocation de résidence, faisant partie d'une politique généralisée et systématique pour transférer la population palestinienne protégée, peut s'élever au niveau d'un crime contre l'humanité (Art. 7 du Statut de Rome)

Israël emploie les 3 critères discriminatoires et illégaux suivants pour transférer de force les Palestiniens hors de Jérusalem...

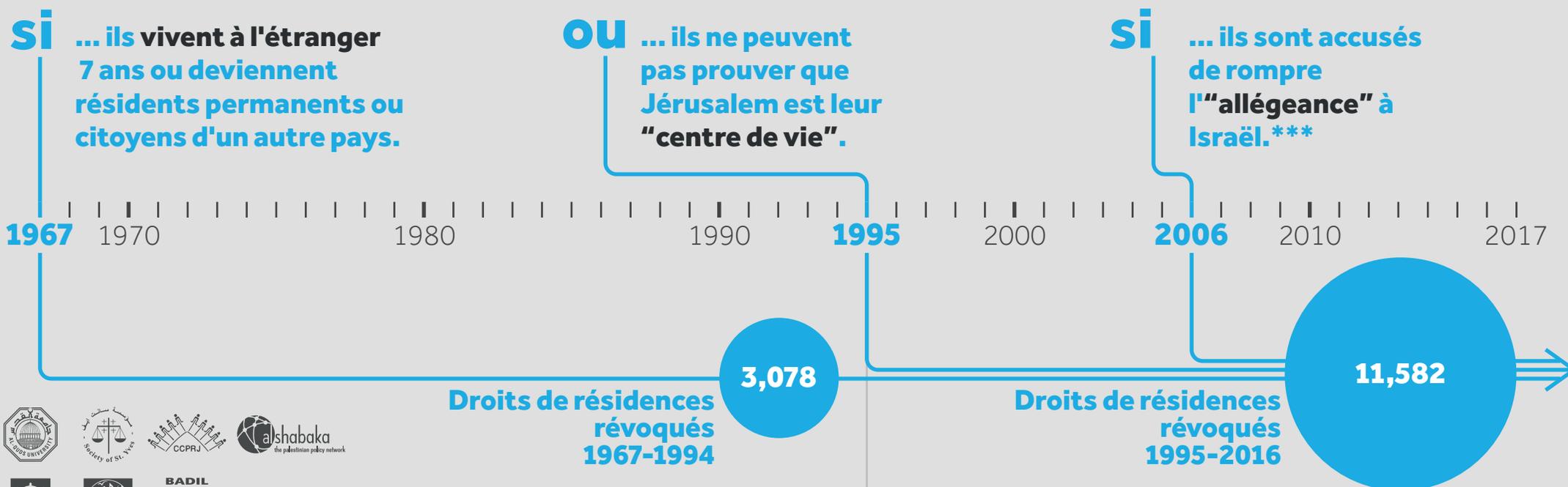


Photo: Reuters. *Quand les enfants dépendants de ceux déçus de leur droit de résider à Jérusalem sont inclus, le nombre de Palestiniens ayant perdu leurs droits de résidence à Jérusalem s'élève à environ 86 000. **Selon l'article 7 du Statut de Rome. ***Le droit humanitaire international interdit explicitement à l'occupant de demander l'allégeance d'une population occupée.